



Le nazisme est-il notre contemporain ? De la référence au nazisme, de ses limites, de ses enseignements

Johann Chapoutot

DANS CITÉS 2023/1 (N° 93), PAGES 79 À 91

ÉDITIONS PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ISSN 1299-5495

ISBN 9782130843337

DOI 10.3917/cite.093.0079

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-cites-2023-1-page-79.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

*Le nazisme est-il notre contemporain ?
De la référence au nazisme, de ses limites,
de ses enseignements*

JOHANN CHAPOUTOT

La question posée en titre de cette contribution s'impose tant la référence à l'entre-deux-guerres (1919-1939), ce triangle des Bermudes des espoirs de paix, de dialogue et de prospérité, est insistante, sinon constante depuis – au moins – le déclenchement d'une série de crises et de dépressions depuis 2008 en Occident.

Demander si le nazisme est notre contemporain permet d'examiner cette question lancinante d'un « retour » ou d'une récurrence des fascismes et du nazisme, tout en la posant différemment, à une autre échelle temporelle – moins celle de l'actualité, justement, de court ou de moyen terme, que celle du plus long terme de l'histoire de notre modernité.

À première vue, tout semble donner raison aux pires Cassandre du monde intellectuel et médiatique – et à leur plus redoutable prophétie : notre époque, celle qui succède à la crise financière de 2008, serait à la répétition, ou à la récurrence, des plus périlleuses concaténations des « années 30 », dont le retour, à droite comme à gauche, sur les plateaux de télévision comme dans les tribunes de quotidiens, voire dans des ouvrages plus fournis, ne ferait guère de doute.

Les parallèles sont de fait saisissants. Les régimes autoritaires ou « illibéraux » se raffermissent partout, et jusqu'au cœur de l'Europe. Il était de tradition que l'Occident pactise avec une théocratie barbare, comme l'Arabie saoudite, ou des régimes peu démocratiques, népotistes, corrompus ou ouvertement dictatoriaux, de l'Afrique à l'Asie. Le phénomène plus

nouveau est le raidissement autoritaire et nationaliste, voire impérialiste, de la Russie, ainsi que de son voisin turc, sous les présidences respectives de Vladimir Poutine et de Recep Erdogan, ainsi que le rayonnement de ces « modèles » politiques non seulement dans les diasporas de ces pays, mais aussi au-delà, dans les extrêmes droites européenne et américaine pour ce qui concerne la Russie, blanche, orthodoxe, traditionaliste et anti-libérale. Plus surprenante encore a été la trajectoire anti-démocratique de deux pays européens, la Hongrie et la Pologne : l'évolution de ces deux pays naguère emblématiques de la fin du « bloc de l'Est » et de la domination soviétique sur le centre et l'est de l'Europe, inquiète singulièrement à l'Ouest, ainsi qu'à Bruxelles, au Parlement européen comme à la Commission. Elle semble rappeler de biens mauvais souvenirs : en 1919, la démocratie triomphait en Europe sur les ruines des empires (russe, austro-hongrois et allemand) comme, soixante-dix ans plus tard, en 1989 avec l'ébranlement, puis la fin, de l'empire soviétique. Au cours des années 1920, ces jeunes démocraties se convertirent l'une après l'autre à l'autoritarisme, voire à ce que l'époque appelait improprement le « fascisme », à l'exception de la Tchécoslovaquie, seule démocratie issue de la guerre et des traités de paix à tenir bon jusqu'en 1938 et à ne disparaître, en 1938-1939, que sous les coups d'une agression diplomatique, d'un abandon en rase campagne par ses alliés (France et Grande-Bretagne) à Munich (septembre 1938) et d'une invasion militaire étrangère, celle de l'Allemagne nazie, en mars 1939.

Pendant ce temps, comme entre 1919 et 1941, l'isolationnisme, ou plus précisément l'unilatéralisme, tient à nouveau lieu d'alpha et d'oméga de la politique étrangère américaine, depuis l'élection, en 2016, d'un président brouillon et baroque, peu structuré intellectuellement, sinon par des idées binaires et primaires, soutenu par le *white trash* victime de la mondialisation et de la désindustrialisation, ainsi que par les franges les plus extrémistes de la droite américaine, du Tea Party libertarien aux néo-nazis revendiqués du « suprémacisme » blanc.

Enfin, tandis que la SDN, dès 1931 et l'invasion de la Mandchourie par le Japon, montrait ses faiblesses, l'Union européenne paraît frappée de désamour et de langueur, voire menacée de désintégration, entamée par le départ de l'un de ses membres importants (le « Brexit », voté en 2016).

Le spectre de l'entre-deux-guerres flotte ainsi sur le continent européen et, plus généralement, sur les affaires internationales, où les idéaux du dialogue, du respect mutuel et de l'intelligence commune sont foulés aux

pieds quotidiennement et ouvertement : les systèmes de régulation des conflits, les règles du dialogue entre les puissances, qui datent pour l'essentiel des années 1944-1948 en réaction, précisément, aux faillites des années 1930, paraissent frappées d'obsolescence par les déclarations intempestives de l'un, l'ingérence de l'autre, ainsi qu'une forme assumée, décomplexée dirait-on, de mépris des traités et des principes fondamentaux du droit international – jusques et y compris à l'annexion territoriale (Crimée).

Ce qui est vrai au niveau international se vérifie également au sein des grandes nations démocratiques. La défiance à l'égard des institutions représentatives se nourrit de la dépression économique et sociale et d'une appropriation directe de la parole par le moyen des « réseaux sociaux ». Si certains voient dans les « gilets jaunes » un avatar des chemises brunes, noires, vertes ou bleues de l'entre-deux-guerres, on peut relever avec plus de pertinence la faiblesse des idéaux et valeurs démocratiques face aux radicalités de toute nature, notamment celle d'ordre religieux. Une République, laïque ou pas, mais qui se mêle peu des questions les plus fondamentales de la vie humaine, laissées à l'appréciation de chacun, semble peu armée face à la conviction fondamentale de connaître la vérité ultime sur le sens de la vie et la valeur de la mort que nourrit un individu persuadé d'être en relation avec son Créateur. La transcendance ajoute une dimension, céleste et verticale, que la simple immanence, humaine trop humaine, de démocraties ouvertes, tolérantes et raisonnables, ne peut, ni n'ambitionne de concurrencer. À la fin des années 1920, la République dite de Weimar connut un paroxysme des crises où cette dimension joua un rôle certain : face à l'absolu des vérités communiste ou nazie, face également à la transcendance du sens de l'histoire ou de l'éternité de la « race », une jeune République qui avait pour vocation de permettre la coexistence des différences par l'expression du suffrage et le débat raisonné, ne tint pas longtemps.

Une fois convoqué, l'exemple de la République allemande des années 1919-1933 suscite nécessairement une foule de rapprochement glaçants entre naguère et aujourd'hui. La faiblesse de la social-démocratie, et de la gauche en général, un peu partout en Europe, rappelle le naufrage moral et électoral du SPD entre 1930 et 1933, tandis que l'émergence de « gauches de la gauche » en France, Allemagne, Espagne et Grèce évoque la lutte mortelle, et fatale, que se livrèrent communistes et sociaux-démocrates, au plus grand bénéfice des droites autoritaires ou des nazis. Ces

phénomènes de nature politique paraissent se situer dans des concaténations comparables à celles qui furent provoquées par la crise de 1929 : à la crise financière succéda la crise économique, qui engendra le malheur social, lequel vint nourrir une mutation politique antidémocratique et antilibérale, partout en Europe, à l'exception du Royaume-Uni. Les démocraties furent cependant partout fortement changées par la « crise » : émergence d'une extrême droite puissante (comme Rex en Belgique), réduction du rôle du Parlement et prééminence accrue du pouvoir exécutif (pratique des décrets-lois en France, renforcement des pouvoirs de la Présidence aux États-Unis, *war cabinet* au Royaume-Uni à partir de 1940...), voire disparition pure et simple au bénéfice d'un régime autoritaire – comme en 1940, en France, peu après la défaite militaire face à l'Allemagne.

Les observateurs les plus critiques de notre actualité politique et sociale ne manquent pas de relever les symptômes d'un durcissement autoritaire de nos démocraties. Au désinvestissement de l'État en amont, sous la forme d'un étrécissement des services publics et, au prétexte de l'austérité, des économies, des réformes ou, terme plus récent, de la « transformation » des pays (en somme, de leur nécessaire adaptation aux conditions les plus dures de la « mondialisation ») paraît répondre son réinvestissement en aval, sous la forme d'une répression policière et judiciaire des protestations ou des troubles grandement provoqués par la déshérence sociale. Le durcissement du droit pénal et des pratiques de « maintien de l'ordre » contre les manifestants, la vidéo-surveillance érigée en quasi-panacée, ainsi que la réduction des libertés publiques, la surveillance des correspondances électroniques et téléphoniques et les divers états d'urgence censément justifiés par la « lutte » ou la « guerre contre le terrorisme », puis par la « guerre » contre un virus, peuvent rappeler aux plus sagaces que des régimes comme celui de Vichy en France ne sont pas issus d'un simple événement conjoncturel (une défaite), mais qu'ils ont été précédés, sinon préparés, par une lente érosion des libertés publiques légitimée, dans les années 1930, par la préparation d'une guerre extérieure (contre l'Allemagne), mais aussi par la lutte contre un ennemi extérieur – antinational, internationaliste, et volontiers désigné comme terroriste : le communisme.

À ce stade, le tour d'horizon impose d'ores et déjà une analogie écrasante. Mais il faut aller plus loin encore, et plus profondément : les crises et dépressions dont l'année 1929 fut le déclencheur constituèrent des traumatismes sociaux d'une telle ampleur que la lecture rationnelle des événements perdit de son attrait face à une interprétation volontiers magique.

Des causalités et des mécanismes d'une telle complexité semblaient peu compréhensibles et difficiles à circonscrire en peu de mots : depuis quatre-vingt-dix ans, les historiens et les économistes débattent des responsabilités relatives du crédit à la consommation américain, de l'étalon-or, de l'interdépendance des échanges économiques et des banques, de l'efficacité ou de la nocivité des politiques d'austérité ou de relance... Pour des dizaines de millions de contemporains, le recours à une causalité magique ou diabolique fut une planche de salut intellectuel et moral – à peu près comme à chaque fois qu'un traumatisme de masse frappe une société (épidémie, bouleversement des rapports sociaux, ruine générale, attentats spectaculaires...). Les théories du complot, aussi vieilles que les traumas, purent s'épanouir, et des responsables imaginaires furent désignés : les astres ou les deux cents familles mais aussi, et bien plus fréquemment, les Juifs et les cinquièmes colonnes de tout acabit.

Les étrangers et les Tsiganes firent les frais d'une vague de xénophobie inédite depuis les années 1870-1890, dates d'une précédente dépression économique d'importance en Occident, ainsi que d'une politique d'exclusion et de répression dont, en France, les quotas professionnels, l'expulsion des mineurs polonais et l'internement des gens du voyage furent les faits saillants.

Face à une telle accumulation d'analogies, les spécialistes de la période 1919-1939 semblent bien désarmés pour plaider la nuance : la demande sociale d'interprétation est telle, et les rapprochements sont si évidents, que l'on est prié d'acquiescer pour préserver un peu de son utilité sociale – interpréter, donc, mais aussi dévoiler ce qui permet d'obvier à la répétition et au désastre.

Le coup de grâce est asséné par les néo-fascistes et les néo-nazis contemporains qui, eux, appellent à la répétition des crimes du passé. Un Breivik, en Norvège, justifie le massacre d'Utoya par un *pensum* directement inspiré de la littérature nazie, tout comme l'assassin de Christchurch en Nouvelle-Zélande. Aux États-Unis, à Charlottesville, les défenseurs du patrimoine sudiste et confédéré organisent des défilés aux flambeaux, en uniforme, en criant « Sang et sol », slogan bien connu du III^e Reich et « The Jews won't replace us ». Dans toutes les extrêmes droites occidentales, les nostalgiques de « l'ordre nouveau », de la « guerre contre le bolchevisme » (désormais « l'islamisme ») et du « Führer » mettent en scène, sur les réseaux sociaux, leur allégeance à la croix gammée, à grands renforts de bras tendus. Pour certains, incultes parfaits, il s'agit d'un simple badigeon et de pur théâtre.

Pour d'autres, plus charpentés idéologiquement, il y a la tentation de saisir un moment aussi historique que put l'être celui des années 1930. Pendant ce temps, les partis qui représentent le mieux leurs idées multiplient les victoires électorales et les participations à des exécutifs locaux, régionaux, voire nationaux (Autriche), sans même parler de l'audience inédite d'une extrême droite revigorée, en France, qui expose sans ambages son révisionnisme, voire ses nostalgies maréchalistes.

Il y aurait beaucoup à opposer à une telle lecture de l'histoire, qui fait la part belle au retour des années 1930 et à la permanence du nazisme, mais ce n'est pas le lieu ici.

Outre que les années 1930 succédaient au traumatisme civilisationnel et anthropologique de la Grande Guerre et que l'Occident ne connaît pas de guerre sur ses territoires depuis presque quatre-vingt ans, outre donc que nous avons un rapport différent à la violence et que nous n'envisageons pas sa légitimité dans les mêmes termes qu'en 1933 ou 1939, il faut s'entendre sur ce que nous entendons par « nazisme ».

Des dizaines de milliers de militants arborent la croix gammée et se disent « nazis » ou « néo-nazis » en Europe et aux États-Unis aujourd'hui. Mais de quoi s'agit-il, sinon d'une conviction ou d'une culture politique bien éloignée de celle qui avait cours en Allemagne avant 1945 ? La défaite du III^e Reich a en effet conduit les admirateurs, thuriféraires ou nostalgiques d'Hitler à reformuler leurs principes et leurs fins. Avant 1945, les nazis allemands affirmaient bien fort que, contrairement au communisme, internationaliste par essence, et au fascisme, impérialiste par bravade, le nazisme n'était pas « un produit d'exportation » (Otto Dietrich), car sa validité était bornée aux frontières de la race. Autrement dit, ses ambitions étaient limitées à la protection et à l'accroissement du sang germanique : le sort des autres peuples n'intéressait l'Allemagne nazie que pour autant qu'ils pouvaient servir ou nuire, qu'ils devaient être combattus, asservis ou enrôlés.

Le III^e Reich ne se voulait certainement pas prosélyte, et considérait les nazis étrangers, à l'Est ou à l'Ouest, comme des idiots utiles, bienvenus à titre d'instruments, mais certainement pas à prendre au sérieux – à l'exception des éléments germaniques « purs » qui se trouvaient à l'étranger de manière historique et contingente. L'exclusivisme germanique est mort par nécessité en 1945 : pour les nazis ou les néo-nazis, il s'agit désormais de défendre la suprématie blanche (ce qui se rapproche peut-être le plus de l'orthodoxie doctrinale originelle) ou, de manière plus imprécise, la civili-

sation occidentale, la chrétienté éternelle ou le folklore rural contre le métissage et la fête de l'aïd. Voir des jeunes Croates, Russes ou Italiens arborer des croix gammées aurait interloqué, stupéfait et consterné les nazis des années 1930 et 1940 : s'ils n'hésitaient pas à lever des légions d'auxiliaires (policiers et militaires) à peu près partout, ils ne sacrifiaient pas l'orthodoxie biologique à cet opportunisme pragmatique et savaient très bien séparer le bon grain de l'ivraie.

Poser la question de la contemporanéité du nazisme interroge donc autre chose et autrement. En l'espèce, il s'agit d'évaluer si ce phénomène culturel et politique est ou a été inscrit dans notre temps et notre lieu – c'est-à-dire dans l'Occident de la seconde moitié du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e.

Cette question-là surprend et intrigue car, depuis 1945, nous nous accommodons de la stupéfiante violence destructrice qui a frappé l'Europe et l'humanité entre 1933 et 1945 en refoulant le nazisme dans une zone d'exception – il est censé être hors sol et hors lieu, un aérolithe civilisationnel que, tout au plus, on consentira à inscrire dans une spécificité germanique, dans la logique supposée d'une barbarie allemande congénitale. Les abondants travaux sur la Shoah conduits depuis les années 1990 ont cependant montré que les crimes nazis n'ont pu se dérouler sans le soutien actif de « collaborateurs » venus de toute l'Europe et qui se comptent en millions (dénonciateurs, bourreaux, auxiliaires...), des gendarmes français aux supplétifs ukrainiens qui gardaient les centres de mise à mort, des nationalistes baltes aux oustachis croates. Si régression et décivilisation il y a eu, elle est donc moins à mettre sur le compte d'une idiosyncrasie allemande que de la virulence d'un antisémitisme occidental de large échelle et d'une propension à la violence meurtrière qui n'était pas l'apanage des seuls Allemands du Reich, loin de là.

Dès les années 1930-1940, des observateurs aussi sagaces que la philosophe et militante Simone Weil ont su lire dans le déchaînement de la violence nazie une tout autre histoire – celle d'une « force » exaltée en Occident depuis Homère et Rome et qui, après avoir marqué la révolution industrielle et la colonisation, signalait désormais la répression, voire la destruction, des peuples européens par l'impérialisme racial du III^e Reich. Dans des textes à la fois profonds et vibrants de colère, Simone Weil affirme en substance que l'essence de l'Occident est la domination, au moyen de deux créations ou activités qui ont fait la puissance de la Rome antique : la guerre et l'État. Au rebours de tout ce qui s'écrit à l'époque,

et de ce qui s'écrira encore, sur le caractère germanique du nazisme, Simone Weil pose que ce dont les Français sont les plus fiers (leur romanité, leur État, leurs grands hommes, de Richelieu à Napoléon) participe de la véritable matrice de la violence nazie. Une partie de ces textes, destinés à la publication dans les *Nouveaux cahiers* en 1940, fut censurée, et pour cause. Le propos de Simone Weil, en sus d'être inaudible, était inacceptable dans un contexte de guerre contre l'Allemagne : faire d'un Hitler le continuateur de l'œuvre des Césars et des héros de l'État en France ne pouvait que semer le trouble et démobiliser les énergies en brouillant les distinctions. Le caractère polémique de ces thèses, ainsi que du style de l'auteur, saisit encore le lecteur. Il reste que Simone Weil, du moins par sa méthode, pointe une idée essentielle à l'intelligence du phénomène nazi. Bien loin d'être intempestif et non assignable à notre temps et notre lieu, bien loin de constituer un prurit de primitivité archaïque dans le procès de la modernité et d'être, au mieux, l'exception sauvage qui confirme la règle du processus de civilisation, le nazisme peut être compris et inscrit dans l'histoire moderne et contemporaine de notre monde.

Si l'on procède de manière analytique en examinant chacune des détestations et des ambitions qui constituent le nazisme comme culture politique et comme pratique criminelle, on perçoit encore mieux cette inscription.

L'antisémitisme est au nombre de ces détestations, assortie de l'ambition de refouler les Juifs hors de « l'espace de vie », hors du biotope (*Lebensraum*) des Allemands. Il faut d'emblée préciser que l'antisémitisme nazi n'est en première instance pas exterminateur, mais d'exclusion (*Juden raus* : « les Juifs dehors »). Le saut qualitatif et quantitatif vers le massacre, puis vers le génocide, date de l'été 1941 à l'Est avant que la décision d'éradication physique par le meurtre ne touche tous les Juifs d'Europe à l'hiver 1941-1942. De 1933 à 1941, l'antisémitisme nazi ne s'est pas distingué, dans sa virulence, sa grossièreté et ses fins, d'un fonds commun occidental qui, depuis des siècles et, singulièrement, depuis le XIX^e, mêlait préjugés et anathèmes religieux, ressentiment social face à l'émancipation des années 1790-1810, hantises millénaristes des temps de crise (Grande Dépression des années 1870-1890), recherche d'une causalité diabolique face à des événements inexplicables (révolution de 1917, défaite de 1918...), puis rejet radical du mélange « biologique » sur le fondement d'un racisme devenu science et volonté d'écarter la « souche », le « germe » ou le « virus » juif des organismes européens.

C'est du reste le discours des nazis eux-mêmes, qui ne cessent de clamer leur normalité, et la banalité de leur antijudaïsme – ségrégatif et pogromique. Il faut savoir tenir compte de ce genre de discours, sans être dupe de sa rouerie apologétique. C'est le parti que, dans nos travaux, nous avons adopté : mobiliser l'intelligence nazie elle-même – i.e. les considérables efforts théoriques, éditoriaux et pédagogiques déployés depuis 1919 pour expliciter les principes et les fins du « mouvement » – pour enrichir une intelligence du phénomène nazi. Folliculaires, publicistes, scientifiques, universitaires et idéologues du (ou autour du) NSDAP vivent ainsi un moment de grande satisfaction, voire de quasi-triomphe, en juillet 1938, au moment où la conférence d'Évian, réunie à l'initiative des États-Unis et de la France pour conférer du sort des réfugiés juifs européens, aboutit à un échec patent. À la grande surprise des observateurs du mouvement sioniste, dont Golda Meir, aucune des nations européennes, américaines et du Commonwealth ne se porte volontaire pour accueillir les Juifs chassés d'Allemagne et d'Autriche (puis, bientôt, de Tchécoslovaquie) par la politique agressive du Reich. Les raisons ne manquent pas : la principale à être invoquée est la « crise » économique et sociale et la faiblesse d'économies encore malades ou à peine convalescentes, ainsi que la faible tolérance des populations locales à une immigration de masse. Ce qui est officiellement tu, mais bien présent, est la dangerosité supposée d'immigrés juifs dont on redoute l'obéissance communiste probable, le caractère subversif, voire terroriste : la peur du « judéo-bolchevisme », qui s'est sédimentée depuis 1917, conduit à identifier tout « Juif de l'Est » à l'homme au couteau entre les dents. L'antisémitisme latent ou patent des responsables politiques et de leurs représentants diplomatiques joue un rôle certain dans ce rejet sans compromis des réfugiés. Le seul pays qui se montre accueillant est la République dominicaine dont le dictateur, Rafael Trujillo, souhaite, pour des raisons racistes, « blanchir » la population par l'accueil de réfugiés ashkénazes. Rien de tout ceci n'échappe à la presse allemande, qui triomphe d'autant plus que des pays qui ne participent pas à la conférence, comme la Pologne et la Hongrie, protestent contre le fait que l'on n'évoque pas le sort de « leurs » Juifs, dont Varsovie et Budapest seraient aise de se débarrasser. L'Allemagne fustige la « double » morale des puissances : on aime tellement les Juifs que l'on refuse de les accueillir... La raison en est simple : personne n'en veut, mais seule l'Allemagne agit en conséquence, sans hypocrisie, clament les nazis.

Face à ces faits, les nombreuses considérations ultérieures sur le caractère censément unique de l'antisémitisme nazi ou « allemand », supposé être « rédempteur » ou exterminateur par essence et dès l'origine, semblent manquer leur objet. Il faut considérer la politique antijuive des nazis dans son historicité propre : le génocide vient tard, en 1941, après plus de huit ans d'un antijudaïsme de ségrégation, de refoulement et, occasionnellement (en avril 1933 et en novembre 1938), de pogroms. Le génocide est lié à un contexte de guerre et de difficultés liées à la guerre qui motivent des franchissements de seuil considérables dans les catégories, la décision et l'action. Il est difficile, mais d'autant plus nécessaire, de se garder de toute téléologie dans l'étude d'un phénomène aussi inouï que la Shoah.

Il en va du racisme nazi comme de l'antisémitisme. Plus nettement encore, le racisme biologique permanent et structurel des nazis apparaît comme un phénomène commun aux nations occidentales. Il fait peu de doute que le développement d'un racisme scientifique dans les revues, les laboratoires et les facultés d'Europe, du Commonwealth et d'Amérique, a été concomitant d'un projet géopolitique – celui de coloniser le monde non-occidental. Le racisme qui se déploie dans des sciences comme l'anthropologie, la biologie, l'histoire, la géographie et l'économie sert cette cause, peu familière aux Allemands avant la volonté, tardivement manifestée par Guillaume II (1888-1918) de doter le Reich d'un *Weltreich* – d'un empire mondial. Ainsi donc, lit-on couramment sous le III^e Reich, ce sont les plus anciennes et les plus grandes démocraties du monde qui ont encouragé le développement de sciences de la race pour légitimer l'esclavage, puis la ségrégation (États-Unis), ou la constitution des premier et second empires coloniaux par leur taille (Grande-Bretagne et France). Les intéressés ne le contestent guère : la simple lecture de manuels scolaires de géographie ou de sciences naturelles français des années 1930 enseigne que la République professe l'existence des races, et que le racisme français se distingue de l'allemand parce que, fidèle aux enseignements de Lamarck, il fait la part plus belle à l'influence de l'environnement et n'est pas aussi déterministe que celui d'outre-Rhin. Les Français, plus humanistes, sont donc plus sensibles à l'épigenèse qu'au déterminisme génétique minéral défendu par les racistes germaniques...

On pourrait aisément poursuivre l'exercice en évoquant des phénomènes comme le darwinisme social, le colonialisme ou l'impérialisme, qui ne sont eux aussi guère l'apanage de l'Allemagne seule. On ne trouvera sans doute de spécifiquement allemande que l'obsession du *Lebensraum*,

de l'espace de vie, ou biotope, dans les projets et projections nazis. Cette obsession, fortement nourrie de darwinisme social et de racisme, est née dans les années de grande croissance démographique, entre 1871 et 1914, lorsque l'explosion de la population allemande (+ 67 % en quarante-trois ans) a fait naître l'angoisse d'une asphyxie, d'un « peuple sans espace » (*Volk ohne Raum*), d'un manque de terres auquel il fallait obvier par la conquête et la constitution d'un « biotope » (signification scientifique littéraire de *Lebensraum*) à l'Est, sur ces vastes étendues situées entre Baltique et mer Noire, entre Pologne et Oural qui étaient considérées comme autant de *terrae nullius* – de terres n'appartenant à personne. Ce projet, couronné de succès en mars 1918 (paix de Brest-Litovsk avec la Russie bolchevique), est resté d'autant plus vivace dans les années 1920 que l'annulation de la paix à l'Est par la défaite à l'Ouest nourrissait les pires ressentiments et les plus violentes nostalgies. Il trouva son aboutissement dans les plans de colonisation de la SS, esquissés par Himmler dès 1940 et matérialisés par les versions successives du Plan général pour l'Est établi par son Commissariat du Reich pour le renforcement de la germanité (RKF).

Il faut toutefois se garder de diluer le nazisme dans un bain occidental comme d'aucuns peuvent être tentés de le faire, pour des raisons militantes et polémiques. La *reductio ad Hitlerum* constituant l'*ultima ratio*, l'argument dernier et ultime, de toute controverse, on imagine à quel point il est tentant, *a contrario*, d'établir une généalogie européenne, occidentale, libérale ou humaniste à tel ou tel caractère du phénomène nazi. Voir dans Emmanuel Kant une matrice de la doctrine nazie est une absurdité, tout comme serait contestable le fait de voir dans le colonialisme européen ou dans la violence du capitalisme des révolutions industrielles successives le seul facteur d'un avènement de la brutalité nazie.

Si le nécessaire exercice de lucidité à l'égard de la théorie et de la pratique du nazisme commande de rompre avec la thèse d'un *Sonderweg* allemand, il faut néanmoins affronter le fait que le nazisme a pris naissance et s'est développé en Allemagne. Pour le comprendre, ou l'expliquer, il convient de mettre en regard le *texte* idéologique, qui est largement de facture et d'obédience occidentale et non uniquement allemande (antisémitisme, racisme, darwinisme social, colonialisme, impérialisme, etc.) et le *contexte* spécifique de l'Allemagne des années 1919-1945, voire, plus précisément, celui des années 1929-1941. Dans un contexte de crises à répétition et de dépressions récurrentes, certaines idées, parmi les plus radicales et les plus violentes du patrimoine commun occidental, ont trouvé écho, audibilité

et créance dans une large partie des élites et de la population allemande, qui y ont vu les remèdes adéquats à des malheurs exceptionnels. Dans un pays fortement ébranlé par une modernisation aussi rapide que brutale entre 1871 et 1914, puis par la Grande Guerre, la défaite, l'hyperinflation, une quasi-guerre civile et, derechef, la Grande Dépression dès 1929, dans un pays qui, de surcroît, était en proie à une panique obsidionale et démographique, les discours racistes, socio-darwiniens et eugénistes les plus rigoureux ont su trouver leur public. L'Allemagne s'inquiétait de son recul démographique (dû à sa sortie de transition après 1914) ainsi que de la perte du « meilleur sang » et des « meilleurs éléments » sur les champs de bataille de la guerre. Dans un tel pays, les nazis surent promouvoir les idées des théoriciens les plus virulents d'un eugénisme éliminateur, et les mettre en pratique : si l'on a prôné et pratiqué la stérilisation obligatoire d'éléments biologiquement « déficients » ailleurs qu'en Allemagne avant 1933 (aux États-Unis, par exemple, ou en Suède), c'est bien en Allemagne qu'elle a pris l'aspect d'un phénomène de masse (400 000 stérilisations entre 1933 et 1945, contre 30 000 environ aux États-Unis de 1908 à 1970), et c'est le III^e Reich qui a franchi le pas du meurtre, également de masse (200 000 morts de 1939 à 1945), dans un contexte encore radicalisé par l'entrée en guerre le 1^{er} septembre 1939. La pratique d'un eugénisme aussi ouvertement criminel, prônée et pratiquée ailleurs à moins grande échelle, offre sans doute le meilleur indice de la spécificité du nazisme. Sa première spécificité est de ne pas en avoir du point de vue des idées, des maximes et des slogans. Sa seconde est d'être radicalement spécifique dans leur mise en pratique, dont la radicalité, faite de violence et d'urgence à agir, de brutalité et de rapidité d'exécution, est unique et propre à une culture politique qui ne voyait le salut d'un pays et d'un peuple que dans la radicalité d'un projet de régénération biologique qui exigeait l'élimination du « ballast », la mise à l'écart – d'une manière ou d'une autre – des allogènes, et la préservation et l'accroissement du sang germanique.

Phénomène issu de la (Grande) Guerre et qui retournait à la guerre, le nazisme n'est donc pas *stricto sensu* notre contemporain. Il ne fait pas en redouter ou en dénoncer la récurrence ou la reduplication – phénomènes inconnus en histoire. Bien éloignés de la première guerre mondiale et de l'ensauvagement, de l'accoutumance à la violence qu'elle a engendrés, nos sociétés ne doivent pas craindre une rechute, car notre époque est autre.

Il reste que le nazisme s'origine dans des tendances lourdes de notre modernité et que certains de ses traits constitutifs survivent, demeurent

ou prospèrent, selon les cas, dans notre monde. Dans cette mesure, le nazisme a valeur d'avertissement pour notre temps. Par sa radicalité, il nous est foncièrement étranger, mais c'est cette radicalité même qui nous permet de lire et de reconnaître les caractères les plus problématiques et les plus dangereux de notre modernité, celle de l'âge des masses, des nationalismes, du capitalisme, du colonialisme et de la guerre. Les excès de ses crimes, en pratique, comme l'outrance de son verbe, pour ce qui est de la théorie, révèlent et trahissent des tendances lourdes dans la manière qu'a eu l'Occident de concevoir le corps et les peuples, le monde, la nature et les espaces. Certaines de ses composantes essentielles, si bien révélées par ses mots et ses crimes, sont encore à l'œuvre aujourd'hui. Plutôt que de crier incessamment au retour du nazisme, mieux vaut être attentif à la rémanence et à la vivacité de ce qui l'a structuré et qui agit, plus ou moins ouvertement, plus ou moins insidieusement, dans notre monde à nous : eugénisme, darwinisme social, antisémitisme, capitalisme d'exploitation et de destruction... Encore une fois, il n'est pas question d'incriminer et de dénoncer comme « nazi(e) » tel propos ou telle idée : l'exaltation des « meilleurs », la célébration de l'« utilité sociale », du « travail », de l'« ambition », tout comme la fustigation des « inutiles », des « fainéants » ou des « asociaux », des « assistés » ou de « ceux qui ne sont rien », sont vives aujourd'hui comme elles l'ont été sous le III^e Reich. Elles existaient avant, elles lui ont survécu : le nazisme, par sa politique de dénonciation, de rafles et d'internement, a été le révélateur de la nocivité criminelle de ce darwinisme social érigé en idéal social et en fin politique.

Il en va de même du productivisme forcené qui fit considérer, de 1933 à 1945, les êtres, les terres et les choses comme des fonds d'énergie à exploiter jusqu'à leur épuisement et à leur mort. Il s'agissait d'une caractéristique avérée du capitalisme d'exploitation et de destruction qui a accouché, entre 1780 et 1914, de notre civilisation thermo-industrielle. Aiguillonnés par la panique démographique et géographique, persuadés d'être à la veille d'un effondrement biologique, les nazis ont poussé la volonté d'exploitation et de production jusqu'à leurs dernières conséquences. Ils en ont révélé les potentialités dévastatrices et inhumaines avec toute l'exemplarité de leur radicalité. Le mépris de la terre et des hommes n'a pas pris fin en 1945, bien au contraire. Les conséquences désastreuses des politiques d'exploitation nazies, qui ont dévasté territoires productifs et naturels partout en Europe – à commencer par le propre territoire du Reich – constituent un autre enseignement et un autre avertissement.